

Il est papy, le papillon !

Marcel Sel

©Marcel Sel et Un Blog de Sel, 2011

Reproduction autorisée sur Internet à condition de citer l'auteur et d'insérer un lien vers <http://blog.marcelssel.com>

Elio le formateur aura réussi par deux fois ce que nul n'aura réussi auparavant : conclure une réforme de l'État et compromettre 6 partis dans un accord digne de la Belgique à papa. Et tout ça, en l'espace de trois ou quatre mois, un genre de délai auxquels les Belges n'étaient plus habitués du tout. Car il aura fallu la bagatelle de 1.558 jours entre la victoire du flamingantisme d'Yves Leterme en juin 2007 et un accord sur la réforme de l'État et sur la scission de BHV en septembre 2011. Et cela fait aujourd'hui 580 jours que le roi a accepté la démission du dernier gouvernement belge en date. Autant dire que ce qu'Elio Di Rupo a réussi (avec les présidents de huit, puis de six partis) s'apparente — quoi qu'en disent les mauvaises langues — à un gigantesque tour de force

Détachement nationaliste

Il aura fallu d'abord tenter d'inclure la N-VA dans le sauvetage d'un pays dont elle veut la fin, et en conséquence, un temps invraisemblable pour tirer les conclusions des multiples algarades de son président. Dès le 28 juin 2010, j'avais pourtant expliqué lors d'un débat sur LCI (*Le Ring* de Michel Field) que le seul intérêt de la N-VA était le pourrissement de l'État belge. Luc Van Der Kelen, également présent au débat, m'avait alors vigoureusement contredit. Il aura ensuite fallu près d'un an pour que le célèbre éditorialiste flamand écrive enfin dans un de ses éditoriaux que la N-VA ne cherchait rien d'autre que... le pourrissement de l'État. Certains médias en Flandre n'ont toujours pas admis ce fait. Alors, peu importe que le PS et d'autres partis francophones l'aient compris dès septembre de l'année passée. Car cette prise de conscience n'a pas réellement dépassé la frontière linguistique. C'est pourquoi on a mis tant de temps à se passer du nuisible : le CD&V risquait gros à se détacher trop tôt de ce microparti populiste qu'il avait lui-même porté au pinacle politique en Flandre. Et le prix à payer pour les négociateurs francophones était la scission de BHV qui nie l'existence d'une minorité historique francophone en Brabant flamand, un comble aux portes de la capitale de l'Union européenne, dont la «constitution» a promu le droit des minorités dès son préambule. Autant dire qu'il a fallu l'usure du temps et la rupture de l'association MR-FDF pour que trois présidents de partis francophones cèdent l'incédable.

Libérer les libéraux

Le décollement du CD&V et de la N-VA est aussi l'une des raisons du passage par une dramatisation des plus théâtrales pour que l'Open VLD puisse enfin dire «oui» à un compromis belgissime. Tout simplement parce que depuis le 15 septembre, ce n'est plus le CD&V qui sent le souffle de la N-VA dans son cou — n'a-t-il pas, ce jour-là, obtenu la scission de BHV et tenu les promesses insensées d'Yves Leterme ? Ce sont désormais les libéraux flamands qui ont tout à perdre. La N-VA n'a en effet cessé de faire croire aux citoyens de Flandre qu'ils étaient «de droite». Alors, un parti «de droite» qui entrerait dans une logique «de gauche» c'est trop facile à présenter comme incompetent, faible, incohérent, et pour les plus flamingants, carrément comme une formation traître à sa «patrie». La N-VA a d'ailleurs déjà lancé les hostilités. Mais le fait est qu'entre la note Di Rupo que le fils De Croo a acceptée en ce bel automne, et celle qu'il avait refusée une semaine auparavant, il n'y avait franchement pas une différence suffisante pour dire que tout à coup, une note «de gauche» devenait un accord «de droite».

Marx Brothers

Enfin, il fallait, pour être raisonnable, que chaque parti ait de quoi assurer son électorat qu'il n'avait pas cédé sur ses principes fondamentaux. Un demi-millier de jours après les élections, les phrases assassines d'une campagne permanente, tous azimuts, avaient fini par rendre le socialisme insupportable aux uns, le libéralisme intolérable aux autres et la politique elle-même, répugnante pour beaucoup de citoyens. À entendre les libéraux, ils traitaient avec Lénine exposant Marx, tandis que les socialistes semblaient présenter les équipes de Charles Michel et d'Alexander de Croo comme de reaganiens ultrathatchériens. La formule de Di Rupo «un gouvernement de centre-centre», au-delà de son aspect comique, apaise aujourd'hui habilement ces tensions : il ne revendique pas une victoire socialiste, n'autorise pas une victoire libérale, mais promet une victoire de la raison.

Désaccords sur l'accord

Sans surprise, l'accord lui-même fait déjà l'objet de bien des critiques. Bart De Wever l'a explosé illico. Les syndicats préparent une grande grève et des manifestations. Les organisations patronales oscillent entre le «oui mais» et le «trop social». Les verts le critiquent pour exister. Mais pour autant que les économies qu'il prévoit s'avèrent réelles et efficaces, cet accord sauve le pays, ni plus, ni moins... pour l'instant. Car il ne s'agissait pas que de 11,5 Mia d'euros, soit le plus gros effort budgétaire jamais réalisé depuis la fin de la guerre (en chiffres absolus... je ne suis pas sûr que ce soit aussi vrai en chiffres relatifs). Il s'agissait de ne pas se prendre 0,7 Mia d'euros d'amende européenne. Il s'agissait de ne pas se prendre quelques centaines de millions d'intérêts supplémentaires — le taux des obligations belges à 10 ans grimpeait à une telle vitesse qu'il menaçait de rejoindre celui de l'Italie en quelques semaines. Il s'agissait d'éviter une décote supplémentaire (Fitch et Moody's n'ont pas encore rétrogradé la Belgique à un AA

infamant). Et il s'agissait d'éviter à tout prix des élections anticipées dont tout le monde a bien compris qu'elles se solderaient, assez rapidement, par la fin du pays.

Embellie sur le Bel-20

Mais il n'y avait pas que ces éléments économique-politiques en jeu. La preuve : hier matin, le Bel-20 reprenait des couleurs qu'on ne lui connaissait plus depuis des semaines, voire des mois, et KBC faisait une grimpette digne d'un Ocaña des grandes heures, reprenant la bagatelle de 14% quand Dexia remontait de plus de 13% en un jour. Même si cela n'est que momentané (ce mardi, les deux actions stagnaient), il est difficile de ne pas relever l'embellie, et injuste de ne pas l'attribuer au talent de Di Rupo, ainsi qu'au courage de Wouter Beke et d'Alexander De Croo, les deux présidents de partis qui avaient tout à perdre dans une telle aventure et ont enfin vu ce que nous pouvions tous y gagner et agi en conséquence. Si je suis capable de qualifier le CD&V de «parti de merde» quand il erre dans les limbes d'un nationalisme latent de bon aloi, je me dois bien évidemment de reconnaître ses efforts quand ils sont courageux. Hélas, dès ce matin, il renouait avec les pratiques imbuables, jugeant qu'il y avait un prix à payer pour le mauvais néerlandais d'Elio Di Rupo, en «exigeant» de retirer un portefeuille francophone au futur gouvernement. Di Rupo serait donc un «demi»-premier.

Moderato cantabile

Le courage était indispensable, salulaire. Mais suffira-t-il ? Il faut hélas déjà modérer l'enthousiasme manifesté en public — mais pas en privé — par les négociateurs. D'abord, parce que, comme je l'ai écrit auparavant, la scission de BHV ne règle pas grand-chose et ne pacifie pas la périphérie. Les néoflamingants sont toujours sur la brèche, et rien ne dit aujourd'hui qu'ils vont perdre des voix et du poids. J'ai expliqué dans *Les Secrets de Bart De Wever* pourquoi le nationalisme est redoutablement puissant face à la démocratie. Il suffit d'une imprudence de démocrate pour qu'il encaisse un argument qu'il utilisera à qui mieux mieux le plus longtemps possible. Il est remarquable que la première imprudence du style ait été commise par Herman De Croo, qui a «constaté» que 80% des nouvelles taxes seraient payés par «les Flamands», et a parlé de la «baxterisation» de la Wallonie, une phrase que les N-VA promeuvent par Twitter interposé depuis qu'elle est parue, parce qu'elle n'a rien à envier à la perfusion de drogue évoquée par De Wever dans *Der Spiegel*. Bart De Wever a évidemment immédiatement présenté l'argument d'Herman De Croo comme la preuve que l'accord était antiflamand, s'offrant même le luxe, dans l'émission *De Zevende Dag* de la VRT ce dimanche, de rabaisser le chiffre du père De Croo à 70%, passant de ce fait pour un modéré sympathique.

Roulé par les r

Il faut bien sûr aussi noter que, si énormément de Flamands néerlandophones (comme Vincent Van Quickenborne) sont prêts à passer sur la médiocrité du néerlandais de Di Rupo et sur son accent extra-terrestre (mais les Francophones ont connu ça aussi), les radicaux de la langue ont d'ores et déjà lancé la croisade linguistique anti-premier. Les arguments leur sont fournis par l'intéressé lui-même. Car s'il possède assez bien le vocabulaire politique néerlandais, il est terriblement hésitant, ne comprend pas toujours les questions qu'on lui pose, et manque de confiance en lui : il a commencé la session de questions après la conférence de presse de ce dimanche en rappelant qu'il y avait aussi d'autres présidents de partis présents (sous-entendu néerlandophones) qui pouvaient aussi répondre aux questions (sous-entendu en néerlandais), comme s'il tentait d'éviter de s'y coller. L'on comprend bien sûr qu'il n'aura pas eu beaucoup de temps ces dernières semaines pour peaufiner son Vondel. Mais s'il devenait premier ministre, il serait bon qu'il passe d'abord un bon mois en immersion dans une famille anversoise ou ouest-flandrienne, godverdomme.

Premier ministre et premier parti

Car sa timidité linguistique n'est pas sans conséquence : s'il se chargeait personnellement de défendre son budget sur les chaînes francophones dès dimanche soir, il brillait par son absence sur les chaînes néerlandophones. Et la star politique du week-end à la VRT (chaîne publique flamande) n'était nul autre que Bart De Wever, qui y disposa d'une tribune de choix dans l'émission dominicale *Le Septième jour (De Zevende Dag)*. Si Di Rupo avait été plus à l'aise, il aurait pu (dû) répondre dès ce dimanche, en studio, à la VRT, qui s'adresse à 58% des Belges, et à ceux qui sont le plus difficiles à convaincre aujourd'hui. En ne le faisant pas, Elio Du Rupo a donné des cartouches gratuites aux antibelges de Flandre.

Attaques à la Tak

Ajoutons à cela que pas mal de journalistes flamands attendent notre président du PS au tournant, et sans la moindre gentillesse. En début de semaine passée, Kathleen Cools (*Terzake* — émission d'analyse de l'info de la VRT) a ainsi introduit le reportage sur la démission de Di Rupo en qualifiant ce dernier de «*Drama queen*» (reine du drame — mot anglais qui est généralement utilisé pour évoquer des femmes ou des homosexuels — «DQ» étant par exemple le pseudonyme d'un célèbre travesti danois eurovisionné). Une description qui, appliquée à un politicien homosexuel est d'un mépris et d'une incorrection qui n'augure rien de bon. Sans compter que déjà lundi matin, Alexander De Croo lui-même ne pouvait s'empêcher de dire à la radio flamande que le néerlandais de son nouveau «chef» était «*ontoereikend*» (insuffisant). C'est vrai, mais ce n'est peut-être pas à lui de le dire. Les éditorialistes du Nord s'en étaient du reste chargés avant lui.

La Belgique à l'index

Autre problème, et de taille : l'accord sur le budget n'a rien de révolutionnaire. Il ne change pas fondamentalement la donne, ne répond pas au problème crucial de la Belgique, qui est la taxation extrême du travail et des travailleurs. J'entends par là les ouvriers, les employés, les indépendants, les chefs de petites entreprises. En matière de fiscalité, nous vivons dans un pays de droite. Mais pas d'une droite qui défendrait la classe moyenne. Non. D'une droite qui défend les rentiers, les possesseurs de gros immobilier, les capitalistes, les fraudeurs, les spéculateurs et les multinationales. Les PME, et surtout les TPE (très petites entreprises) sont les victimes d'une trop grande propension à favoriser des entreprises insaisissables qui peuvent faire taxer leurs bénéficiaires ailleurs ou jouer avec les innombrables échappatoires légales ou non (les intérêts notionnels par exemple). Les petites sociétés sont elles-mêmes soumises aux commandes des grandes entreprises qui imposent une pression sur les prix inversement proportionnelle à la croissance de leurs propres tarifs. Nombre de petites organisations ont vu leur prix horaire baisser au cours de la dernière décennie pendant que les prix de leurs gros clients faisaient la grimpe.

Index, question majeure

Mais plutôt que de tenter de remettre de l'ordre dans un tissu économique en pleine détresse, les libéraux se sont focalisés sur l'index, brandissant les recommandations «de l'Europe» comme une référence absolue, ce qu'elles n'étaient évidemment pas. Il faut dire que depuis toujours, les grandes entreprises belges crient haro sur cette méthode bien de chez nous. Et par mimétisme, les petites aussi. À tort, à mon avis. Car l'index est d'abord un facteur de paix industrielle. Il permet aux employés et ouvriers de faire face à une hausse constante des prix, et aux entreprises de ne pas risquer la grève à chaque fin d'année. Ensuite, il permet une cohérence capitaliste. J'entends par là qu'il maintient le niveau de vie du consommateur. Licencié, baisser l'index, supprimer le chômage ou le réduire à quasi rien après un an ou deux, sont autant de mesures qui réduisent la consommation, et sont *in fine* payées par les entreprises autant que par leurs salariés. Surtout quand l'inflation fait augmenter le coût de la vie de plus de 3,8 % comme c'est le cas cette année. On n'a rien à gagner à avoir des clients endettés, incapables d'acheter le minimum, sauf quand on s'appelle Lidl ou Aldi.

Troisièmement, l'index belge ne tient pas compte de toute une série d'augmentations, ce qui fait que ce n'est pas le coût de la vie réel qui est ainsi répercuté sur les salaires, qui ont de fait augmenté deux à quatre fois moins que le coût de l'énergie, du pain ou de la soupe tomates aux ballekes au cours des cinq dernières années. L'index à la belge ne provoque donc pas tant l'inflation, qu'il la suit d'assez loin. Quatrièmement, les salaires ont plus augmenté dans certains pays sans index qu'en Belgique, notamment certains cités comme très

vertueux (suivez mon regard). Cinquièmement, l'index rapporte à l'État, puisque la base imposable augmente. Et sixièmement, qu'est-ce qu'un index de 2 ou 3% sur les bas salaires, que les entreprises un tant soit peu importantes répercutent bon an mal an, face à l'intraçable pression fiscale que subit le travail dans ce pays malade ?

Bref, savoir s'il faut ou non supprimer l'index était une mauvaise question. La bonne, eût été de se demander si l'on ne pouvait pas le suspendre un an ou deux sur les plus hauts salaires. Car l'index actuel ne permet même plus de maintenir un train de vie décent pour une caissière de Lidl. En revanche, le cadre supérieur qui gagne plus de 75.000 ou 100.000 euros par an peut s'en passer pendant quelques mois sans tomber — loin de là — dans la misère. Et ça ne l'empêchera pas de consommer.

Pauvre pays qui taxe la pauvreté

La vraie question qui intéresse tout le monde et qu'une fois de plus le programme gouvernemental n'aborde pas, c'est la fiscalité sur ces bas salaires. Elle rend tout engagement de personnel quasi impossible pour une très petite entreprise (TPE). Elle éloigne les jeunes d'un premier emploi. Alors qu'un Français ne sera pas taxé sous les 11 ou 12.000 euros (ce qui est déjà sous le seuil de pauvreté), un Belge verra le fisc s'intéresser à lui vers les 6 ou 7.000 euros. Soit moins que le minimum vital. Bouffer, c'est donc déjà un luxe. Le résultat, c'est que même si les entreprises consacrent des sommes considérables à salarier leur personnel, le net perçu par une personne non qualifiée sera si peu supérieur à l'allocation de chômage qu'il n'en vaudra tout simplement pas la peine. On veut supprimer les pièges à l'emploi ? Mais c'est tout le système fiscal belge qui est un piège à l'emploi ! Si le futur ex-chômeur s'entend dire qu'il lui faudra investir dans une auto pour obtenir un job, et faire 100 km par jour mal remboursés, tout ça pour gagner moins que ce qu'il ne gagne déjà au chômage, il comprend qu'il a tout intérêt à travailler au noir et à percevoir son chômage en sus. Ce n'est pas réglo ni légal, mais la société humaine fonctionne selon ses intérêts primaires. La légalité vient après le bien-être minimal. Et même pour les travailleurs, celui-ci n'est plus garanti.

Niaise analyse

Alors, pourquoi n'a-t-on pas cherché à rendre ce système plus juste et plus efficace ? Le véritable frein à une vraie réforme me semble être le manque de créativité politique et les tabous gauche-droite. On fonctionne encore par dogme. Taxer le capital, la fortune et les plus-values est un tabou verrouillé au corps des «droites» sous prétexte qu'ils s'enfuiraient et cesseraient d'engager du personnel. Mais quel est l'intérêt d'un capital dormant, venu de France, par exemple, et non taxé ? Tant à gauche qu'à droite, on est en réalité resté coincé dans une lutte des classes où syndicats et patronats se regardent comme deux

chiens de faïence au lieu de percevoir la réalité du capitalisme social-démocrate : plus le salarié gagne d'argent, plus il consomme. Plus il consomme, plus l'entreprise est florissante. C'est cette boucle-là qui est l'oubliée permanente des calculs partisans. Et l'autre grande oubliée dans toute cette histoire, c'est la classe moyenne que les «droites» assurent défendre et que les «gauches» méprisent parce qu'ils seraient les chouchous des «droites». Pourtant, quand les petits indépendants ont passé une année catastrophique, ils payent un minimex de cotisation social qui dépasse quelquefois leur revenu brut ! Ça s'appelle un étranglement. En revanche, pour les tranches de revenus qui dépassent 65.000 euros, les indépendants sont absous de cotisation sociale ! Je me demande bien à quoi on joue. Ce problème récurrent depuis des décennies n'a pas fait l'objet de la moindre mesure avant et pendant la crise. Et je ne parle même pas du délai de trois ans entre le revenu et la ponction. J'ai vu un indépendant ayant gagné 7.000 euros en 2009 qui s'est vu réclamer 10.000 patates parce qu'il avait bien gagné en 2006. Il y a juste que tout ce qu'il avait gagné en trop avait déjà servi à payer des dettes plus anciennes, et à survivre à une année de crise. Résultat : la saisie de ce qui lui permet de travailler.

Alors, l'indépendant rêve quelquefois au statut d'ouvrier. Il a investi, il risque sa carrière tous les jours, il travaille plus pour gagner moins, parfois pour ne gagner rien, il doit construire sa retraite lui-même, ses revenus ne cessent de baisser et en bout de course, il est détesté par les gauches, exploité par les droites. Le budget l'oublie donc copieusement.

Chaud, mage !

Et puis, il y a le chômage, autre thème majeur de la négociation budgétaire. Et une logique absurde — qui s'ajoute à l'absurdité de la fiscalité belge évoquée ci-dessus. On demande en effet aux chômeurs de trouver un emploi, au risque de ne plus percevoir de quoi se chauffer. Grand bien leur fasse ! Mais ce ne sont pas les chômeurs qui créent l'emploi, ce sont les entreprises. La doctrine des «droites» part du principe que réduire les charges d'entreprise (bénéfice, impôts sur les dividendes, intérêts notionnels, etc.) les amène à engager du personnel. C'est oublier que le sens de l'entreprise, c'est d'abord le profit — et je dis ça sans mépris. La réduction de la TVA sur l'Horeca et son absence d'effet le montre bien. Avant d'engager une personne de plus, on va tenter de rendre sa société rentable, histoire déjà de payer les dettes passées ou de se prémunir d'un avenir aujourd'hui inquiétant. Pour les sociétés anonymes, on va payer d'abord les actionnaires, de plus en plus avides, quitte à réduire certains postes à leur plus simple expression. La publicité et de la communication sont les premières victimes de ce système. Vient ensuite la politique des achats et le concept du «toujours moins cher, mais toujours de meilleure qualité» dont les petits producteurs et les TPE font les frais. La cassure sociale qui se creuse chaque jour un peu plus vient entre autres de cette

illusion de gros profit à court terme que «les marchés» ont choisie comme modus vivendi dès les années 90 (la bulle internet). Et le seul moyen de pousser les grandes entreprises à au moins créer un peu d'emploi, c'est donc de baisser radicalement la fiscalité sur les plus bas salaires. Leur offrir des avantages qui n'ont aucun rapport avec la gestion du personnel (comme une baisse de la TVA) ne les pousse à rien d'autre que, pour les uns, tenter de revenir à un semblant de profit, pour les autres, maximiser son bénéfice. À ces questions-là, je n'ai pas vu la moindre réponse efficace dans le nouveau budget. Ce n'est pas en augmentant de 300 euros le minimum imposable qu'on va rendre l'employé belge plus attractif.

Éco check...

Mais l'ambiance est à l'opposition entre un socialisme et un syndicalisme prétendument dispendieux et amateur d'une part, et un libéralisme et un patronalisme soi-disant sérieux et rigoureux d'autre part. Cet argument est un vieil héritage de la lutte des classes, devenue anachronique dans des sociétés sociales-démocrates comme les nôtres, fondées au contraire sur une entente des classes qui ont tout à gagner à fonctionner harmonieusement. C'est aussi cela qui permet à l'Allemagne de mieux fonctionner : sa tradition de négociation sociale n'est pas (encore) caduque.

...sans provision

Enfin, bien sûr, il y a la question du taux d'intérêt. L'ambiance est morbide. Les dettes d'États sont devenues des biens de spéculation. Mais qui peut s'en étonner ? En garantissant et en «sauvant» certaines banques, les nations européennes en particulier ont en réalité converti le manque de confiance envers les institutions financières en manque de confiance envers les États eux-mêmes. Pour schématiser, on pourrait dire qu'en «achetant» Fortis ou en garantissant Dexia, la KBC ou autres, la Belgique a repris à son compte le déficit de crédibilité de ces banques. Avec à l'arrivée des intérêts sur la dette complètement délirants. Avec 100% de ratio dette/PIB, la Belgique a bien failli dépasser les 6% d'intérêts. Avec 220% de ratio dette/PIB, le Japon paye un incroyable 1% d'intérêts. Les agences de notation sont soit folles furieuses, soit incompetentes, ou alors, quelqu'un veut la peau de l'euro. Les États sont désormais tributaires des décisions du monde de la haute finance, mais à ce problème fondamental pour des démocraties, le budget 2012 ou les recommandations de l'Union européenne n'apportent aucune réponse. On préfère s'occuper de l'asile et de l'immigration, source potentielle de main d'œuvre, pourvu qu'on l'organise correctement, comme c'est le cas au Canada qui accueille officiellement plus d'immigrés par habitant que la Belgique n'en voit arriver sur son territoire par tous les moyens possibles, les uns plus illégaux que les autres. Dont coût : une politique de renvoi qui n'a rien de bon marché, ou une politique d'hébergement qui ne satisfait personne et coûte des fortunes. Et là encore, les solutions réelles

restent encore à imaginer. Notre sextet de négociateurs a préféré résoudre ça en un jour. On ne résoudra rien. Et la N-VA restera en embuscade avec l'un de ses thèmes favoris, l'asile, auquel elle consacre des splendides brochures pleines de «solutions». Et plus la crise s'amplifiera, plus on cherchera des solutions «de droite dogmatique», plus on livrera les États, les budgets, et une population bientôt exsangue, à la folie destructrice de la haute finance spéculative, folie suicidaire qui n'aura plus rien à se mettre sous la dent quand, faute de pouvoir encore acheter du blé, du riz ou du maïs — les dernières valeurs spéculatives à la mode —, la crise aura asséché toutes les rivières et les niches financières potentielles. Ne soyons pas aveugles. Après avoir épuisé les entreprises, épuisé les banques, épuisé les États, l'on épuise les ressources nutritionnelles. Il ne restera plus que l'or. Et un retour au XIXe siècle et à sa misère. À moins bien sûr que la crise ne soit pas aussi systémique qu'on nous le dit, et que nous ne payions en fait déjà le coût de la surproduction mondiale et l'incapacité de la planète à satisfaire les besoins de l'Homme. Mais si c'est le cas, là non plus, les négociateurs n'ont aucune piste pour gérer au moins ce petit bout de terre qu'est la Belgique un tant soit peu correctement.

L'État-marché

La Belgique est une Europe en réduction. Ici comme là, on se focalise désormais sur les flamboyantes réussites comme celle de l'Allemagne (pas si flamboyante que ça en réalité) au détriment des salopes «régions pauvres» qui, en sus de subir une crise qui va peut-être nous ramener aux années trente, se font redresser les bretelles sur tout ce qu'elles n'ont pas fait (de bien). On leur impose une rigueur insoutenable (et destructrice d'emploi) pendant que les «AAA» se préparent à lancer des Eurobonds réservés aux États auxquels les agences de notation réservent un triple A tout ce qu'il y a de relatif. On ne prêtera bientôt plus qu'à certains pays très select (un sur trente au niveau planétaire). Les autres devront faire appel à l'usure. La Belgique est en fait la cristallisation nationale de cette sale habitude devenue européenne. Car il n'existe pas de régions «plus riches» s'il n'y a pas de régions «plus pauvres». Et ces dernières, de par leur consommation, contribuent à l'enrichissement des premières. Déconnecter les unes des autres est donc également une fausse bonne idée. Le faire à l'aube d'une crise comme on n'en a pas vue depuis des lustres est pire encore. À ce titre, le communautarisme qui nous a privé de gouvernement démocratique pendant un an et demi est terrorisant.

Mais bon...

La forme informe du budget n'a donc rien d'étonnant. Elle était même inévitable. À une opposition communautaire anachronique se superpose une opposition des classes tout aussi anachronique. Les deux sont contre-productives pour l'ensemble des Belges. Et le budget de centre-centre n'est rien d'autre que les bonnes

idées des uns jugulées par les mauvais dogmes des autres, et inversement. Le seul mérite qu'il a, c'est de ne pas plonger notre pays dans les affres de la séparation tout de suite. Et l'on en vient à souhaiter bonne chance au gouvernement papillon — un animal bien éphémère —, qui dès avant son adoubement, n'a pas su, ou pas pu fourbir l'arsenal nécessaire et indispensable pour s'assurer un avenir. Chargé de tout notre passé communautaire et de nos traditions fiscales étranges, il est un peu papy, le papillon. Il reste que quelquefois, le courage seul parvient à vaincre des obstacles apparemment infranchissables. Que quelques mesures du type rustine peuvent permettre au pneu de traverser l'orage. Le courage est probablement la vertu la mieux répartie dans ce futur gouvernement — au risque d'être la seule. Espérons que cela suffira. Jusqu'à la prochaine fois.